

ABONNEMENT

LE CANADA

Journal Quotidien du Soir.

Un An en Ville... \$ 4.00
Un An par la Poste... \$ 3.00

LE CANADA

OSOAR McDONELL, Directeur de la Redaction.

12eme. ANNEE No 233

OTTAWA, MERCREDI 4 NOVEMBRE 1891

LE NUMERO 2 CENTS

LA COUR DE NAPOLEON III

CHAPITRE VII

LE MONDE POLITIQUE

Tout d'abord, c'est une jolie page qui restera comme l'un des documents les plus suggestifs du second Empire et qui renferme des silhouettes tracées de main de maître :

Paris, le lundi 22 juin, 1863.
Confidentielle.

Je vous ai écrit hier en termes un peu vagues, un peu généraux, comme ne si ma lettre devait vous trouver parfaitement informé — ou encore, comme si elle devait être lu par d'autres que par vous — aujourd'hui que les intrigues continuent ici à grande volée, je vais m'expliquer nettement, surtout après une conférence que j'ai eue avec Rouher.

Oui — il y a deux catégories d'hommes qui, dans les graves circonstances présentes, seront disposés à voir le mot passionné — ou adulateur — plutôt que l'intérêt de l'Etat ou de l'Empereur.

M. Fould, à l'instigation de Péreire émis comme une fournie de championniers, ne se préoccupe guère des intérêts de l'Empereur. A l'inverse, il jouit de ses embarras. Voilà de nouveaux et rudes contrôleurs de dépenses qui lui viennent en aide à la Chambre et qui le glorifient. Plus on crierait sur l'Empereur dépenseur et aventureux, plus le système Fould est solide, et plus le pied du contrôleur général des finances appuie fortement sur la gorge de Napoléon dénoncé au pays, mais en pénitence et réduit en telle qu'il importe le Mexique ? Est-ce qu'on n'a pas eu l'habileté de faire dissoudre la Chambre quand on pouvait évidemment convoquer les élections sans cette mesure préalable ? — Mais il fallait à la Chambre en novembre prochain afin de lui donner la pâture de la discussion des crédits extraordinaires — il faut éviter aussi la nécessité personnelle du ministre des finances pour y faire face. — Mais ce système absurde — tandis que, maintenant, il se croise les bras et dit à l'Empereur : " Vous aurez ce que la Chambre vous donnera — et moi absorbé le système évite le choc des réalités. — Mais je m'écarte de mon sujet.

Donc, M. Fould joyeux, alerte, n'a plus que le spaci d'intrigues personnelles pour la satisfaction de ses antipathies ou de ses amitiés — voilà ma première catégorie. — Il lui faut un cabinet à lui. — Allez — écartez Rouher du chemin des Péreire et des boursiers. Haassmann est grand ami des Péreire, et il y aura peut être une journée des dunes, si M. Baroche n'étant pas ce qu'il veut être. M. Billaut devient plus qu'on ne voulait qu'il fût.

Laissons cela, au reste. — Il y a de grandes tristesses dans le cœur des hommes honnêtes et dévoués, en face de ces curés ambitieuses. A l'Empereur d'ouvrir les yeux et de sauver son initiative et sa majesté ; qu'il fasse des hommes ce qu'il voudra, mais qu'il ne donne aucune prime aux agitateurs effrénés et aux intrigues honteuses.

Ces lignes sont empreintes d'un pessimisme extrême. Elles semblent exagérées même. M. Rouland, leur auteur, ayant été un homme d'autorité, un partisan du pouvoir absolu de l'Empereur, si les événements n'avaient, hélas ! confirmé tragiquement leur justesse.

Quelques mois après les avoir écrites, M. Rouland consigne de nouvelles et alarmantes constatations.

Paris, le 24 novembre.
Très confidentielle.

Ce que je recueille dans l'air me donne la certitude que les intrigues se forment et se continuent. La coalition vit et travaille et on m'assure que de Morny, Fould, et Persigny frappent à toutes les issues. Tout cela est triste et ne fortifie pas le gouvernement qui, chaque jour perd de ses ardeurs et égoïstes compétitions. On va chercher des auxiliaires jusque dans les puissances de la finance, et le publiciste,

voit et siffle quand il ne s'inquiète pas. C'est à l'Empereur d'être maître chez lui, à moins qu'il ne veuille revenir au temps parlementaire ou accepter les nouveaux Richelieu. Je ne souhaite de mal à personne et je me sens peu d'attrait pour ces luttes d'ambition. Mais je doute que la paix renaisse au milieu de nous avec des pareils germes de division, avec de pareilles prétentions d'omnipotence.

Le mieux serait, vraiment, ou de repousser vivement et pour toujours, par une sévère leçon la personnalité exubérante de ceux qui nous ramènent au Roi qui régit et ne gouverne pas, ou de nous demander à tous nos portefeuilles, afin d'aviser en toute liberté et en toute dignité, à un ministère qui veuille bien comprendre la Constitution impériale. Tout souffre de cette état de sourdes luttes, tombées d'ailleurs dans le domaine public, et qui n'a le cœur ferme au labour de l'Etat, dans toutes ces querelles et ces misères du litige.

Je voudrais me tromper sur mes appréhensions, mais je les donne comme beaucoup d'autres les partageant.

A cette correspondance — à ce journal, devrais je dire — il convient d'ajouter une lettre de M. de Banneville, alors à la légation de Berne, sur la politique extérieure de Napoléon III. Elle est le reflet exact des impressions qui troublent les hommes politiques que les projets de l'Empereur trouvaient peu enthousiastes, et elle sonne comme le glas du drame qui termina l'odyssée impériale.

Cette lettre est, en effet, datée de 1866 — l'année de Sadowa — et elle me paraît compléter l'exposé général des sentiments qui naissaient, aux Tuileries, parmi ceux qu'on railait, on nommait " les philophènes " au sujet de la politique intérieure du second Empire, comme au sujet de sa politique étrangère.

Paris, 17 septembre 1866.

La lettre sur la nouvelle organisation militaire n'est pas encore prée et la publication en est un peu différée. Je crois, cependant, qu'elle paraîtra avant le départ de l'Empereur qui, se trouvant sensiblement mieux parait-il, partira, dit-on pour Biarritz, mercredi ou jeudi. On se dit, ce matin, au ministère de l'intérieur où j'ai rencontré le préfet de police, satisfait de la première impression. On n'a vu encore, il est vrai, d'après le dire du ministre lui-même, que des gens prédisposés à la satisfaction quand même. Pour mon compte, le résumé à peu près textuel d'une conversation, qu'au risque de passer pour une vieille bête encroûlée, j'ai eue hier avec un seigneur intermédiaire.

Ca que je reproche surtout à ce que se fait, c'est de n'être pas français. Faites de la politique à la diable, si vous voulez, mais ne songez pas à l'utopie et de songez vous à l'Etat de la politique révolutionnaire si c'est votre goût, votre tempérament, votre nécessité (je ne suis pas plus timoré ni peut être plus scrupuleux que le roi Louis XIV ou M. de Bismark), mais, au nom du ciel, faites de la politique française ! Vous me dites que c'est la politique de l'Empereur, qu'il vous a répété que si les peuples étaient contents, heureux, satisfaits, il ne voulait pas autre chose... Ne le dit pas trop haut, l'Empereur n'a pas charge des peuples, il a charge de peuple français, et tenez pour certain que celui qui ne tiendra pas son souverain quitte envers lui, quand on lui aura expliqué que le peuple allemand et le peuple italien sont pleinement satisfaits. Cela lui est entièrement indifférent, et cela cesse de lui être indifférent pour lui devenir souverainement et désagréable, quand on lui démontre que la satisfaction de ces deux peuples étrangers provient de ce qu'il y a désormais à compléter, serré avec eux. La haine aveugle, un peu maniaque, des traités de 1815, et de ceux qui les ont faits (ils sont morts depuis longtemps eux et leur œuvre) a conduit à cette préoccupation excessive de la haine des gouvernements contre la France et a confirmé dans la supposition toute gratuite de la sympathie des peuples. Je crois cela absolument faux.

Il serait superflu, je le répète, de commenter ces documents. Précieux pour l'histoire, ils donnent en même temps la physionomie du monde politique, qui entourait l'Empereur.

Is disent, éloquentement, le défaut de cohésion qui existait parmi ceux qui, dans ce monde, détenaient le pouvoir ainsi que les responsabilités. Une sorte de grierie jetait alors en avant les hommes d'Etat du second Empire ; chacun marchait, dans son opinion, sans se préoccuper de celle de son voisin, et dans ce choc continu de pensées, de projets, de constatations enthousiastes ou sceptiques, dans cette accumulation de contradictions, de vues différentes, c'était un peu, aux Tuileries, comme dans la Babel de l'écriture, — où tous parlaient, à la fois, cent langues diverses, où nul ne se comprenait.

PIERRE DE LAMO.

A TRAVERS LES REVUES

CARLYLE A PARIS

Dans la NOUVELLE REVUE, Mlle de Bovet, une jeune femme dont le talent, comme celui d'Arvédy Barrie, est pour justifier bien des revendications féminines, nous donne un morceau inédit de Thomas Carlyle.

Ce penseur grognon, à la fois si fort et si peu anglais, y conte " au galop ", sous forme de journal, une " futile excursion à Paris " du 4 au 9 octobre 1851.

Je vais finir mon cigare dans la rue. Je rentre m'habiller, je passe mélancoliquement l'inspection de ma chambre. Dîner dans une salle à manger sombre, assaisonnée de nouvelles d'Angleterre ; puis au Théâtre Français, où lord Narmanby, notre ambassadeur, a bien voulu nous donner sa loge. Très mauvaise avant scène, trop rapprochée des acteurs, pleine de courants d'air, où nous prenons tous plus ou moins froid. Aux stalles, une rangée de stèles érigées et intelligentes, très supérieures à celles qu'on voit à Drury Lane. Lady Ashburton me montre Changarnier. C'est étrange de voir un homme comme lui assis là, triste et solitaire, pour passer sa soirée. Soixante ans environ, une longue figure placide avec des bagages, perruque noire, vêtements noirs, le front haut, le crâne plat, petit nez crochu, les lèvres rasées, celle d'un haut procureur, les coins de la bouche et la physionomie en général exprimant l'humeur obstinée, chagrine, taciturne et morose. On dirait un commerçant retiré, d'habitudes réservées, qui aurait perdu ses économies dans une entreprise de chemin de fer. Homme fort intelligent, à coup sûr, mais l'air dangereux. Ou me dit

qu'il est d'une honorable famille parlementaire de Dijon. On joue la Gageure imprévue, ou quelque chose comme cela ; patras et caquetage sans valeur à propos d'une jalousie mal placée, dans un château de l'ancien régime. Les acteurs assez bons. Je m'y ennuyai fort. Après cette pièce, lady Ashburton va achever la soirée chez sa mère ; lord Aberton et moi subissons l'épreuve de la seconde, la Maison de Saint Cyr. Les acteurs très bons encore, la comédie misérable à mon sens. Deux rôles du temps de Louis XIV séduisent deux filles de pensionnat Maintenon ; quand ils veulent sortir, ils trouvent la porte close, et un exempt qui de par le loi les conduit à la Bastille, où ils sont contraints d'épouser les deux pensionnaires. Leurs sottises railées au sujet du mariage, leur libérrinage de brutes sans âme, grimaçant à tout ce qui est beau et pieux dans les relations humaines, m'attristèrent profondément. Je me propose d'aller prendre une tasse de thé ; on y consent, et ainsi finissent pour cette fois mes rapports avec le théâtre en France.

CARLYLE ET THIERS

...Rentrés à quatre heures pour recevoir M. Thiers et faire ensuite une promenade à cheval. La première seule de ces deux choses put s'accomplir.

Thiers est arrivé un peu après l'heure. Je l'avais déjà rencontré à Londres et ne me sentais aucun désir de le revoir. Mais on paraissait tenir pour acquis que je devais être présent, et l'ayant compris à des signes hiéroglyphiques, je demeurai. Lord et lady Ashburton, Thiers et moi, dans un salon fort somptueux, avec sofas de soie jaune, poufules, vases, miroirs, un tapis turc, un bon feu de bois, par une troube après midi d'automne, voilà le tableau.

Royer Collard a dit un jour : " Thiers est un poisson, mais Guizot est un drôle " — l'histoire est de Prosper Mérimée. M. Thiers est un petit homme aux alentours de la soixantaine, avec une tête ronde et blanche, tendus de près, de forme compacte et conforme pour les affaires ; un corps dodu, s'arrondissant au dessus de petits pieds gras, moins de nez ; les yeux noisette, vifs et aimables, un petit nez aquilin ; la physionomie fine dans une face ronde et placide, qui semble graviter autour du regard ; visage faussé, grêle et musicale. Il donne l'impression d'une espèce d'homme sociable et en dehors, dont l'astuce est cachée sous les mois, qui, avec un fond de poisonnerie, n'est porteur de mauvais vouloir pour personne et qui ne s'équivis pas en vain retours sur soi même.

Il jase d'une ton jovial, à jet continu, avec une volubilité qui, n'était la remarquable netteté de son organe, le rendrait intelligible, ce qu'il n'est pas, même pas pour un étranger. Il se gargarise continuellement avec des " ah bah ! eh bien ! lui disais je " sur un ton monotone, et puis de temps en temps, émet des sortes de jappement aigu, le tout très harmonieux, suggestif de cordialité, de laisser aller, et une abondance avec laquelle Macaulay lui-même ne saurait rivaliser. " Ah bah ! eh bien ! " ... jamais je n'avais entendu couler d'aussi copieux flots de paroles tièdes, venant de n'importe où, allant n'importe où. Sa petite personne demeure tranquillement assise ; ses yeux noisette qui lui mangent la figure regardent autour de lui, avec une animation tranquille : et l'ombre du petit nez crochu les lèvres vont, vont... Mais il consent à s'arrêter, si vous lui adressez la parole, et il répond clairement, nettement à tout ce que vous lui demandez. Rien d'officiel dans ses façons. Bon enfant et coquin à la fois, me semble devoir être la formule de son caractère.

A propos d'un beau vase de Sévres que lady Ashburton a acheté, il s'est embarqué sur le chapitre de la céramique en général, parlant de ce qu'il a fait, quand il était ministre et qu'il encourageait les arts. Il y en a pour une demi heure, fort ennuyeux, quoique coupée par nos remarques et nos questions. Kolb il a surpris. Lord Ashburton

est occupé la veille d'une association ouvrière, le voilà reparti à discourir sur cette affaire, avec force anecdotes et réflexions morales et politiques.....

THIERS ET MICHELET, CARLYLE ET MÉRIMÉE

... Je souhaitais que la conférence prit fin, car elle ne m'apprenait rien de nouveau, ni d'intéressant. A la suite d'une question sur Michelet, pour qui j'avais une lettre, nous avons fini par entrer dans le domaine littéraire. En tant qu'historien, Michelet est très bas dans l'estime de Thiers, plus bas encore que dans la mienne. Il professe un dédain indulgent pour ces chimères en l'air, ses songeries hypothétiques substituées à la narration des faits. " On peut l'admettre comme poète, mais non dans le domaine de la réalité " — développement et commentaires sans fin sur cette phrase, qui ne révèle pas chez M. Thiers une grande souveraineté esthétique.

Nous avons conclu que Michelet pourrait bien être quelque peu pueril. Le nom de M. de Lamartine étant venu sur le tapis, il a été qualifié de fat. Ce mot un peu dur était de moi, et Thiers l'a approuvé avec un ricanement. Rentrés nous avons pris congé du Parnasse, et M. Thiers, qui ne pouvait pas rester à dîner, est parti. Nos chevaux, qui pendant ce temps là avaient été promènes devant la porte deux heures durant, étaient partis également. Il ne nous restait qu'à nous habiller pour dîner à sept heures avec les deux Français de distinction attendus.

Ces distingués personnages étaient littéraires. L'un Mérimée, déjà nommé, une espèce de critique, historien, linguiste et autre chose encore, esprit uni, logique et sec, absolument stérile, que j'avais déjà rencontré à Londres, sans grand désir d'en tâter une seconde fois. L'autre, un M. Laborde, voyageur en Syrie, plus gai et facile, mais une âme également improductive. Notre dîner, lady Ashburton n'y étant pas, a été assez ennuyeux. Conversation confuse sur l'agression pontificale, à laquelle j'ai pris part en très mauvais français (bien involontairement, dans le sentiment protestant, ce qui a paru tout à fait étrange à nos sceptiques amis. Il a été aussi question de Jeanne d'Arc, sur laquelle vient de paraître un gros livre pas M. de l'Arverdy. J'en ai un ni l'autre n'a jamais entendu parler. En prenant le café au salon, on a été un peu plus en train — pas beaucoup. Enfin ils se sont retirés, et après diverses mesures de précautions et opérations préparatoires j'ai pu me mettre au lit où, en dépit du bruit, quelques minutes ont suffi à m'apporter le ciel en son bûni ! un sommeil délicieusement profond. Pendant les six heures suivantes, je n'ai rien vu, ni entendu de plus ; ainsi finit l'histoire du samedi 26 septembre. Ay di me !

LES MOQRANI

Nous reparlerons de Carlyle quand paraîtra la suite de son journal ; mais ne quittons pas la NOUVELLE REVUE, sans signaler le beau travail de M. Alfred Rambaud sur l'insurrection algérienne de 1871. On y trouvera une curieuse comparaison entre les anciens grands feudataires français et nos grands feudataires arabes. Il s'agit de la famille Moqrani, qui avait gouverné pour nous, et qui, peu à peu dépossédée, dut devenir notre ennemie. Le Moqrani, en 1838, nous apparaît vis à vis de la France dans une situation très analogue à celle que pouvait avoir en face des premiers rois capétiens un duc de Bourgogne ou un comte de Champagne. Le chef de Moqrani était même plus étendu qu'aucuns grands fiefs français du XIe siècle. " Qui l'a fait duc ? — Qui l'a fait roi ? " disait on sous Hugues Capet ? A la question : " Qui l'a fait khalifa ou bachagha ? " le Moqrani pouvait répondre : " Qui vous a fait conquérants d'un pays que vous ne connaissiez même pas ? " Or, de cette situation de prince souverain ou de grand vassal nous le trouvons, en 1870, descendu à la condition d'un fonctionnaire de second rang, subordonné à un simple commandant de cercle avec les trois galeons de

capitaine. On l'a rétréci dans son territoire, le voilà reparti à discourir sur cette affaire, avec force anecdotes et réflexions morales et politiques.....

Paroille chose aussi est arrivée à nos grands feudataires français ; à chaque génération ils étaient dépossédés de quelque prérogative souveraine, jusqu'à ce qu'ils furent ramené au rang de simples gentilshommes, heureux de conserver un grade dans l'armée du roi ou d'obtenir de lui la faveur d'une plaque ou d'un ruban. Mais, chez nous, cette progressive débâcle a été à peine sensible pour chaque génération, puisqu'elle a mis huit siècles à se compléter. Au contraire, pour les Moqrani, c'est dans un intervalle, en deux vies d'homme, que l'extrême supériorité a succédé à l'indépendance absolue. Ce n'a pas été une lente décadence, mais une descente, une chute et une rapidité telle qu'elle n'est pas surprenante qu'elle ait fini par leur donner le vertige. Nos grands feudataires français, dans leur déclin ininterrompu, ont pu, par des rébellions souvent heureuses ou à travers certaines éclipses du pouvoir royal, se donner l'illusion qu'ils s'arrêtaient ou qu'ils remontaient. Les Moqrani n'ont même pas eu cette diversion à leurs amertumes : dans l'action de l'autorité française, ni défiance, ni éclipse, mais une continuité de vues surprenante. La machine fonctionnait avec la régularité d'une vis de presse. Ils étaient en dehors vis à vis de ces chefs militaires, simples et héroïques comme eux, puis à une bureaucratie consciencieuse et tracassière, enfin qu'au lieu d'un seul bond de temps épiques à l'âge révolutionnaire, ils se sont trouvés en présence d'une démocratie triomphante, avec ses clubs, ses conseils tumultueux, sa presse débridée et ses émeutes de places publiques ; pour les Moqrani, le résultat a été le même ; une population s'est toujours ajoutée à une autre.

Si le dernier d'entre eux a fini par en appeler aux armes, devons nous lui appliquer les épithètes de traître et de rebelle, comme le fait M. de La Scotièrre ? Il n'était pas plus un félon que Charles de Bourgogne ou François de Bretagne contre l'autorité de Louis XI. Entre lui et nous, comme entre le duc Balthazar et le roi inflexible, il n'y avait pas un rapport de justice, mais de nécessité. De part et d'autre, on combattait au nom d'un droit également sacré, mais de nature différente ; le Moqrani pouvait invoquer les parchemins et les anciens traités, la possession séculaire et la légitimité historique ; nous avions pour nous la raison d'Etat, la loi du progrès, l'intérêt supérieur de la nation, la justice envers les faibles, les peuples opprimés. Voilà pourquoi la lutte a été honorable à la fois pour les deux partis et pourquoi les vainqueurs, après la catastrophe finale, ont pu laisser tomber sur le cadavre du vaincu, des paroles d'estime et de sympathie. " Notre chevaleresque adversaire Moqrani ", disait le sévère ami de Guédyon.

PAUL BONNETAIN.

Paris, Octobre 1891.

VOYEZ-VOUS MON EPONGE ?

CIREZ Vos Souliers EN UN JOUR PAR SEMAINE !

AVEC WOLFF'S ACME BLACKING

LE MOQRANI

LES MOQRANI

LE CANADA

Journal Quotidien du soir
VALLEE DE L'OTTAWA
Journal Hebdomadaire à 16 pages

BUREAUX : 414 et 416 Rue Sussex
OTTAWA, ONT.

Mercredi 4 Novembre 1891

ECHOS DU JOUR

M. P. D. Ross est devenu le seul propriétaire de l'Evening Journal, ayant acheté l'intérêt de M. Woodburn.

On croit que l'entrée de M. Meredith dans le cabinet fédéral est chose décidée. Son avènement à Ottawa exigera certainement de nous, un mot d'appréciation.

Le premier ministre Abbott va s'installer dans la résidence sur la rue Victoria, autrefois occupée par M. McKenzie et plus tard par Sir Charles Tupper.

Le bruit court que les conditions demandées par M. Chapeau pour la province de Québec ont été acceptées par M. Abbott et que M. Chapeau les fera connaître dans un banquet que ses partisans doivent lui offrir prochainement à Montréal.

M. l'abbé Ritchot, de la paroisse de St-Norbert, dans le Manitoba, a offert de donner ses trapèzes mille arpents de bonne terre sur la ligne du Pacifique Canadien, à huit ou neuf milles de Winnipeg.

On annonce aujourd'hui la fin de la crise ministérielle par la solution suivante : M. Chapeau fait le choix de ses collègues de Québec qui seraient : M. Oimet ministre des chemins de fer ou des travaux publics ; M. Angers ministre de l'agriculture et M. Chapéau prendrait la présidence du Conseil.

M. Chapeau a en ce matin, une longue conférence avec le premier ministre, où étaient présents : Sir John Thompson et M. Foster. On croit qu'ils ont accepté les conditions de M. Chapéau. Nous donnons cette rumeur sous réserve.

Le banquet que les citoyens de Boston offrent à l'hon. M. Laurier, le 17 de ce mois, sera un mémorable événement. Le plus grand hôtel de la ville a été livré pour la circonstance.

Il s'agit pas ici d'une question de parti. Les Canadiens français de la région du Boston est le Centre, veulent honorer dans la personne du chef de l'opposition parlementaire de la Puissance, l'une des figures les plus marquantes de notre race.

Pendant que nous parlons de M. Laurier : aggrçons qu'il aille présenter à M. Gladstone le portrait qu'on a fait M. Forbes. Jamais occasion semblable ne sera offerte peut-être à un des nôtres.

L'UN SCANDALE DE LA PRESSE
Les scandales sont à l'état d'épidémie. Les scandales politiques ont occupé l'attention publique depuis plusieurs mois, à un tel degré, que de nouvelles révélations ne seraient nullement plus d'actualité, que nous en sommes dans le dernier semestre.

Fatigué, probablement, de la politique, l'épidémie a envahi le journalisme. C'est le Frazz Press d'Ottawa qui, le premier, a été péroré et périlleuse. Mais les moyens de salut ne manquent pas.

Partons de cet arrêt dans la marche régulière de nos institutions, pour nous mettre à l'œuvre de la régénération. C'est l'heure d'un Sursum Corda patriotique. Regardons en face la situation : elle est péroré et périlleuse. Mais les moyens de salut ne manquent pas.

Le public a pu lire dans ce journal, la semaine dernière, une dépêche spéciale de Québec, publiée sous un titre voyant, comportant que M. Pacaud prouverait devant la commission royale, qu'il avait fait cadeau à M. Angers d'un collier en diamants, fruit de sa spéculation avec M. Armstrong.

La position sociale de cette aimable personne domine à cette nouvelle un intérêt tout particulier, surtout par le temps qui court. Soucieux de son prestige et de son honneur, — et à juste titre — le gouverneur Angers a été cette nouvelle à sensation et a menacé le Frazz Press d'un action en libelle.

Afin d'éviter les frais d'une poursuite, le propriétaire de ce Journal a commis un acte scandaleux, et voici comment : M. N. A. Belcourt, avocat bien connu et très respecté de cette ville, arriva dernièrement de Québec. En conversation avec M. Gorman, le rédacteur du Frazz Press, il lui dit que cette rumeur concernait le collier en diamants circulant à Québec et à Montréal, que les hommes politiques en parlaient sur la rue et qu'il fallait faire plus ou moins sensation. Le Frazz Press immédiatement s'empara de cette conversation essentiellement privée et annonce la chose à son public, à la façon que l'on sait. M. Belcourt n'a jamais pensé qu'une indiscretion semblable serait commise ; autrement il se serait bien gardé de parler à ce journaliste.

Il n'y avait de suspect aucune arrière-pensée, il répétait simplement ce que l'on disait à Montréal et à Québec. Pour éviter les frais d'une poursuite, comme nous le disions plus haut, les gens du Frazz Press ont déclaré qu'ils avaient été trompés par M. Belcourt. On ne peut pousser l'audace plus loin. Ce sont plutôt eux qui ont trompé M. Belcourt, en saisissant une conversation privée pour la rendre publique. L'Evening Journal d'hier soir, propose, à bon droit, contre cette conduite scandaleuse d'un confrère de la presse, que le Canada se joint à lui, — peut-être pour la première fois, — pour hautement protester contre cette indiscretion impardonnable.

On en serait donc rendu l'honneur de la presse, s'il n'y avait pas parmi nous plus d'honneur et de loyauté que ne vient d'en faire preuve ce journal infamé. S'il fallait publier tout ce que nous saisissons tous les jours dans les conversations privées, il n'y aurait peut-être pas une famille qui n'aurait un scandale. Les vies deviendraient insupportables. Nous dirons encore plus : si nos conversations à publier tout ce que l'on nous raconte dans cette intention, nous pourrions être, au bas mot, un scandale par jour. Nous nous résumons en disant : que le Frazz Press a fait une grande injure à M. Belcourt, en violant d'une manière sans précédent le secret d'une conversation privée et a fait un acte de lâcheté, en se soustrayant à la responsabilité de ce propre scandale. Nous protestons en l'honneur de journalistes. Nous ne pouvons pas comprendre non plus, à quel propos, le Cyprien mépris le nom de M. Belcourt à cette affaire.

Irlandais et Canadiens-Français

M. Tarte publie l'article suivant dans Le Canada N° ; nous en recommandons fortement la lecture à ceux qui ont à cœur l'indépendance de leur race. Ils y trouveront une foule de vérités exprimées déjà tout bas par eux et que M. Tarte exprime tout haut.

Les Irlandais s'assassinent dans les rues de Cork, où se prépare une élection pour remplir le siège laissé vacant par Parnell. Un petit peuple qui a tant besoin d'union, se consume et se perd dans des divisions fratricides.

Les Canadiens français sont sur la voie qui conduit aux malheurs de l'Irlande. Il n'y a pas d'union entre leurs hommes publics — d'union pour le maintien de notre position au milieu des autres nationalités. Notre presse ne connaît presque plus que des injures ; l'accord de jadis entre le clergé et la population a subi de rudes atteintes et n'est remplacé par aucune autre force.

On nous dit que les conditions demandées par M. Chapeau pour la province de Québec ont été acceptées par M. Abbott et que M. Chapeau les fera connaître dans un banquet que ses partisans doivent lui offrir prochainement à Montréal.

M. l'abbé Ritchot, de la paroisse de St-Norbert, dans le Manitoba, a offert de donner ses trapèzes mille arpents de bonne terre sur la ligne du Pacifique Canadien, à huit ou neuf milles de Winnipeg.

On annonce aujourd'hui la fin de la crise ministérielle par la solution suivante : M. Chapeau fait le choix de ses collègues de Québec qui seraient : M. Oimet ministre des chemins de fer ou des travaux publics ; M. Angers ministre de l'agriculture et M. Chapéau prendrait la présidence du Conseil.

M. Chapeau a en ce matin, une longue conférence avec le premier ministre, où étaient présents : Sir John Thompson et M. Foster. On croit qu'ils ont accepté les conditions de M. Chapéau. Nous donnons cette rumeur sous réserve.

Le banquet que les citoyens de Boston offrent à l'hon. M. Laurier, le 17 de ce mois, sera un mémorable événement. Le plus grand hôtel de la ville a été livré pour la circonstance.

Il s'agit pas ici d'une question de parti. Les Canadiens français de la région du Boston est le Centre, veulent honorer dans la personne du chef de l'opposition parlementaire de la Puissance, l'une des figures les plus marquantes de notre race.

Pendant que nous parlons de M. Laurier : aggrçons qu'il aille présenter à M. Gladstone le portrait qu'on a fait M. Forbes. Jamais occasion semblable ne sera offerte peut-être à un des nôtres.

L'UN SCANDALE DE LA PRESSE
Les scandales sont à l'état d'épidémie. Les scandales politiques ont occupé l'attention publique depuis plusieurs mois, à un tel degré, que de nouvelles révélations ne seraient nullement plus d'actualité, que nous en sommes dans le dernier semestre.

Fatigué, probablement, de la politique, l'épidémie a envahi le journalisme. C'est le Frazz Press d'Ottawa qui, le premier, a été péroré et périlleuse. Mais les moyens de salut ne manquent pas.

Partons de cet arrêt dans la marche régulière de nos institutions, pour nous mettre à l'œuvre de la régénération. C'est l'heure d'un Sursum Corda patriotique. Regardons en face la situation : elle est péroré et périlleuse. Mais les moyens de salut ne manquent pas.

Le public a pu lire dans ce journal, la semaine dernière, une dépêche spéciale de Québec, publiée sous un titre voyant, comportant que M. Pacaud prouverait devant la commission royale, qu'il avait fait cadeau à M. Angers d'un collier en diamants, fruit de sa spéculation avec M. Armstrong.

La position sociale de cette aimable personne domine à cette nouvelle un intérêt tout particulier, surtout par le temps qui court. Soucieux de son prestige et de son honneur, — et à juste titre — le gouverneur Angers a été cette nouvelle à sensation et a menacé le Frazz Press d'un action en libelle.

Afin d'éviter les frais d'une poursuite, le propriétaire de ce Journal a commis un acte scandaleux, et voici comment : M. N. A. Belcourt, avocat bien connu et très respecté de cette ville, arriva dernièrement de Québec. En conversation avec M. Gorman, le rédacteur du Frazz Press, il lui dit que cette rumeur concernait le collier en diamants circulant à Québec et à Montréal, que les hommes politiques en parlaient sur la rue et qu'il fallait faire plus ou moins sensation. Le Frazz Press immédiatement s'empara de cette conversation essentiellement privée et annonce la chose à son public, à la façon que l'on sait. M. Belcourt n'a jamais pensé qu'une indiscretion semblable serait commise ; autrement il se serait bien gardé de parler à ce journaliste.

Il n'y avait de suspect aucune arrière-pensée, il répétait simplement ce que l'on disait à Montréal et à Québec. Pour éviter les frais d'une poursuite, comme nous le disions plus haut, les gens du Frazz Press ont déclaré qu'ils avaient été trompés par M. Belcourt. On ne peut pousser l'audace plus loin. Ce sont plutôt eux qui ont trompé M. Belcourt, en saisissant une conversation privée pour la rendre publique. L'Evening Journal d'hier soir, propose, à bon droit, contre cette conduite scandaleuse d'un confrère de la presse, que le Canada se joint à lui, — peut-être pour la première fois, — pour hautement protester contre cette indiscretion impardonnable.

On en serait donc rendu l'honneur de la presse, s'il n'y avait pas parmi nous plus d'honneur et de loyauté que ne vient d'en faire preuve ce journal infamé. S'il fallait publier tout ce que nous saisissons tous les jours dans les conversations privées, il n'y aurait peut-être pas une famille qui n'aurait un scandale. Les vies deviendraient insupportables. Nous dirons encore plus : si nos conversations à publier tout ce que l'on nous raconte dans cette intention, nous pourrions être, au bas mot, un scandale par jour. Nous nous résumons en disant : que le Frazz Press a fait une grande injure à M. Belcourt, en violant d'une manière sans précédent le secret d'une conversation privée et a fait un acte de lâcheté, en se soustrayant à la responsabilité de ce propre scandale. Nous protestons en l'honneur de journalistes. Nous ne pouvons pas comprendre non plus, à quel propos, le Cyprien mépris le nom de M. Belcourt à cette affaire.

LE VOYAGE DU TSAR

L'Allemagne et la Roumanie

L'HIVER EN EUROPE

Les Republicains en Espagne

LE CHOLERA A DAMAS

Le Tsar et la langue allemande

LES ALLEMANDS EN AFRIQUE

NOUVELLES DE PARTOUT

LE CHOLERA A DAMAS

CONSTANTINOPLE, 4 NOV. — Les ravages du choléra à Damas augmentent dans des proportions alarmantes. Pendant la semaine qui vient de finir, il y a eu 180 cas et 96 décès. La situation au point de vue du choléra est presque aussi mauvaise à Hodeïda qu'à Damas, mais à l'égard de l'épidémie est en décroissance.

LE VOYAGE DU TSAR

SAINT PETERSBOURG, 4 NOV. — Le tsar et la tsarine, allant de Danemark à Livonie, sont arrivés aujourd'hui à Borki. Pendant leur séjour dans cette ville, ils ont visité l'église commémorative qu'on a donné l'ordre de construire, en souvenir de la guerre miraculeuse que les souverains ont échappé, sans une égratignure, à l'assaut de chemin de fer de Borki, il y a quelques années.

L'ALLEMAGNE ET LA ROUMANIE

BERLIN, 4 NOV. — On annonce de source officielle que le roi Charles de Roumanie a refusé de signer les protocoles de paix conclus au sujet de l'annexion de l'Allemagne en cas d'invasion de la Roumanie par la Russie. Il n'y a pas de traité d'alliance signé entre l'Allemagne et la Roumanie, mais l'Allemagne s'est engagée à aider ce pays à conserver son indépendance.

L'HIVER EN EUROPE

LONDRES, 4 NOV. — L'hiver commence en Europe avec une rigueur rare. Il y a déjà des foyers de neige en Angleterre, et une dépêche de Hambourg annonce qu'il y a eu tombé beaucoup de neige et que le thermomètre est descendu à 7 degrés au-dessous de zéro.

Les avis reçus de Grèce portent que la pluie est tombée à torrents dans tout le pays et qu'il y a eu des tourmentes de neige dans les montagnes, un fait sans précédent à cette époque de l'année.

LE TSAR ET LA LANGUE ALLEMANDE

LENDREZ, 4 NOV. — Pendant le récent séjour du tsar à Fredenberg, un riche artisan danois a été invité, suivant la coutume dans les palais danois, à dîner avec la famille royale. Pendant le dîner, le tsar lui a adressé quelques mots en français, et l'artisan s'est excusé en allemand de ne pouvoir comprendre le français. Le tsar a repris le mot : « Je ne puis pas souffrir l'allemand ; c'est une affreuse langue. Et il a changé de position, de façon à tourner le dos à l'artisan.

LES REPUBLICAINS EN ESPAGNE

MADRID, 4 NOV. — Le régent a donné l'ordre aux autorités dans toute l'Espagne de rechercher avec soin les personnes soupçonnées de nourrir des desseins de trahison. On dit que le gouvernement espagnol a été informé de l'existence d'un complot, ayant pour objet le renversement de la monarchie et l'établissement d'une république ; on dit aussi que des personnes haut placées tremblent dans ce complot. On n'a encore arrêté personne, mais le gouvernement exerce une surveillance active pour surprendre le moindre indice de mécontentement qui se fera jour.

LES ALLEMANDS EN AFRIQUE

BERLIN, 4 NOV. — On a reçu d'Émin pacha une lettre, datée du 2 avril, dans laquelle l'explorateur dit qu'il est sur le point de partir pour aller faire visite au roi de Ruhaada, un territoire qui n'a jamais encore été exploré par les Européens ou les Arabes. Émin ne dit pas qu'il ait l'intention d'aller à Wadelaï. Au moment où il écrivait, il paraissait avoir formé le projet de marcher dans la direction de l'ouest, en partant de Ruhaada et de traverser le continent jusqu'à Camero.

Dans nos commentaires sur cette lettre, la GAZETTE NATIONALE fait remarquer que, si l'explorateur a bien son projet à exécution, cela équivaut à une désertion du service de l'Allemagne, et qu'il excéderait ses pouvoirs, s'il traversait sans permission l'État libre du Congo.

Le JOURNAL OFFICIEL de l'EMPIRE dit que le comte de Hatfield, ambassadeur d'Allemagne à Londres, a été chargé d'informer lord Salisbury que le gouvernement allemand déclinait toute responsabilité au sujet des mouvements d'Émin pacha, et celui-ci a simplifié sur des territoires compris dans la sphère d'influence de l'Angleterre. D'après l'organe officiel, lord Salisbury a répondu en exprimant ses remerciements au gouvernement et en attendant que la déclaration relative à l'explorateur.

LE CHILI ET LES ETATS UNIS

PARIS, 4 NOV. — L'amitié que ressentent entre le Chili et les États-Unis a été renforcée à Paris, où s'est tenue une conversation avec un des principaux membres de la colonie chilienne en cette ville, lequel attribue l'inimitié de son gouvernement au refus du Chili d'entrer dans l'union douanière proposée par M. Blaine. Ces personnes chiliennes ont un échange de vues avec M. Blaine, auquel il ont demandé l'assurance que, dès que les États-Unis pourraient se procurer un avantage quelconque au Chili, en échange de l'abandon de son commerce avec

LES CONSPIRATEURS EN COUR

DEUX TÉMOINS RÉCALITRANTS
A l'ouverture de la cour de police, ce matin, Ernest Dionne, Horace Talbot et A. C. Larose sont les premiers appelés, pour répondre à l'accusation de fraude contre le gouvernement.

M. Chrysler comparait comme avocat de M. Larose, et M. Gorman comme avocat de MM. Talbot et Dionne. Les avocats de la poursuite au nom du gouvernement sont M. E. B. Ouler, de Toronto et D. O'Connor d'Ottawa.

Les avocats des accusés demandent que la cause soit remise à mercredi prochain pour leur donner le temps de préparer leur défense. Le juge accorde la demande. Le gouvernement des États-Unis aurait dû attendre le résultat de l'enquête officielle ouverte par le Chili et se fier à la façon dont est administrée au Chili la justice, qui est égale sinon supérieure à la justice américaine. Il aurait dû faire usage de baïonnettes ne doit pas être fondé, car les agents n'ont pour toute arme qu'un bâton.

LONDRES, 4 NOV. — Dans une entrevue, M. Lincoln, ministre des États-Unis ici, a exprimé son opinion que les nouvelles d'actualité au Chili étaient agréables et que la guerre n'était pas possible. Il a aussi exprimé l'espoir que les deux pays arriveront, dans quelques jours, à conclure un arrangement.

UNE REVOLUTION AU KANSAS

La femme maire, Mme Paxton a été renversée. Tel est le gros événement qui porte le dernier coup à la petite ville de Kiowa (Kansas), et l'on ajoute que l'administration de Mme Paxton a été désastreuse pour le commerce de la localité.

On n'a peut-être pas oublié que les habitants de Kiowa étaient depuis quelques semaines en révolte ouverte contre leur maire en japonais. Ils avaient élu par galanterie, mais n'avaient pas tardé à se repentir. En effet, Mme Paxton n'était pas plus tôt à la tête de l'administration municipale qu'elle faisait fermer tous les cabarets et jetait au ruisseau le whisky, à la bière et toutes les autres boissons alcooliques qui se trouvaient dans ces établissements. Non seulement Mme Paxton commettait ainsi des actes arbitraires, qui pouvaient encore l'exposer à de graves désagréments, car il n'y a pas d'ordonnance municipale à Kiowa autorisant le maire à fermer les cabarets ; mais encore elle négligeait complètement le commerce de la ville. En effet, fermiers et cultivateurs de toute la région ont littéralement fui la ville et se sont allés faire depuis leurs emplacements dans une ville rivale de la région où ils pouvaient en même temps aller au cabaret et renouveler leurs provisions de whisky.

La situation est devenue telle que la plupart des électeurs de Kiowa, hommes et femmes, ont envoyé récemment à Mme Paxton une adresse la mettant en demeure de résigner ses fonctions de maire. On dit que le mari de Mme Paxton lui ne avait signé l'un des premiers cet ultimatum. Cependant Mme Paxton a hésité pendant plusieurs semaines, ne pouvant pas expliquer, dit-on, pourquoi les hommes qui lui avaient si galamment donné leur suffrage, n'étaient pas aussi faciles à gouverner que l'étaient son mari dans son ménage !

Mais finalement, Mme Paxton, ayant découvert qu'elle ne pouvait plus compter sur l'appui des femmes des boutiques de la ville, ses bonnes amies qui l'avaient pourtant le plus encouragée à entreprendre sa campagne sur sa responsabilité accusée de démission, jurant, dit-on, de ne plus rechercher les honneurs et de se contenter à l'avenir, d'être maîtresse dans son ménage.

L'INSURRECTION AU TENNESSEE

On mande de Nashville que le gouverneur de l'État du Tennessee, M. Buchanan, a reçu des dépêches confirmant la nouvelle d'après laquelle les mineurs de la région de Briceville avaient défilé trois cents vingt-cinq employés aux mines et avaient les édifices dans lesquels ces forçats étaient détenus. Bien plus, un forçat négre a télégraphié de la petite ville de Clinton au gouverneur de l'État pour l'informer qu'il était dans cette ville avec 162 autres de ses anciens co-détenus et lui demandait ce qu'ils devaient faire ! Mais la plupart des autres forçats détenus par les mineurs n'ont pas eu les mêmes scrupules que ceux-ci et se sont enfuis au Kentucky.

D'autre part, une dépêche de Chattanooga annonce que le bruit court dans cette ville que non seulement les mineurs de Briceville, mais encore ceux de toutes les autres régions minières de l'État se sont entendus secrètement pour dériver tous les forçats employés aux mines. Afin d'obtenir d'un instant à l'autre la délivrance de centaines de forçats employés actuellement dans les mines d'Olive Springs, de Tracy City et de Imman. De cette façon la plupart des criminels du Tennessee se trouveront en liberté.

Les incidents de Briceville ont causé à plus vive émotion à Chattanooga, à Nashville et dans tout le Tennessee. On relate que cette délivrance en masse des plus dangereux criminels ne soit bientôt suivie de toute sorte de crimes. Pour ceux de Briceville il n'y a plus rien à dire, les mineurs n'ont rien remis tranquillement à l'ouvrage et n'ayant pas commis d'autres actes de désobéissance à l'égard des pouvoirs légitimes, les forçats et inconnus leurs baraquements, il n'y a pas à s'enorgueillir. Quand bien même on pourrait parvenir à découvrir les mineurs de l'insurrection, on ne pourrait pas, dit-on, trouver un jury pour les condamner, et, plus, en général, étant très sympathique aux mineurs et les approuvant, les encouragent même dans leur lutte contre la loi permettant de leur les forçats aux compagnies de mine.

Ce qu'il y a de certain, c'est que la situation est très grave, toutes les régions étant littéralement dans un état d'anarchie. Mais le public en fait retomber toute la responsabilité sur la législature, qui n'a ni voulu abolir la loi sur le travail des forçats ni prendre les mesures nécessaires pour prévenir les tentatives de désobéissance qui se produisent actuellement et qu'il était si facile de prévoir.

LES CONSPIRATEURS EN COUR

DEUX TÉMOINS RÉCALITRANTS
A l'ouverture de la cour de police, ce matin, Ernest Dionne, Horace Talbot et A. C. Larose sont les premiers appelés, pour répondre à l'accusation de fraude contre le gouvernement.

M. Chrysler comparait comme avocat de M. Larose, et M. Gorman comme avocat de MM. Talbot et Dionne. Les avocats de la poursuite au nom du gouvernement sont M. E. B. Ouler, de Toronto et D. O'Connor d'Ottawa.

Les avocats des accusés demandent que la cause soit remise à mercredi prochain pour leur donner le temps de préparer leur défense. Le juge accorde la demande. Le gouvernement des États-Unis aurait dû attendre le résultat de l'enquête officielle ouverte par le Chili et se fier à la façon dont est administrée au Chili la justice, qui est égale sinon supérieure à la justice américaine. Il aurait dû faire usage de baïonnettes ne doit pas être fondé, car les agents n'ont pour toute arme qu'un bâton.

LONDRES, 4 NOV. — Dans une entrevue, M. Lincoln, ministre des États-Unis ici, a exprimé son opinion que les nouvelles d'actualité au Chili étaient agréables et que la guerre n'était pas possible. Il a aussi exprimé l'espoir que les deux pays arriveront, dans quelques jours, à conclure un arrangement.

UNE REVOLUTION AU KANSAS

La femme maire, Mme Paxton a été renversée. Tel est le gros événement qui porte le dernier coup à la petite ville de Kiowa (Kansas), et l'on ajoute que l'administration de Mme Paxton a été désastreuse pour le commerce de la localité.

On n'a peut-être pas oublié que les habitants de Kiowa étaient depuis quelques semaines en révolte ouverte contre leur maire en japonais. Ils avaient élu par galanterie, mais n'avaient pas tardé à se repentir. En effet, Mme Paxton n'était pas plus tôt à la tête de l'administration municipale qu'elle faisait fermer tous les cabarets et jetait au ruisseau le whisky, à la bière et toutes les autres boissons alcooliques qui se trouvaient dans ces établissements. Non seulement Mme Paxton commettait ainsi des actes arbitraires, qui pouvaient encore l'exposer à de graves désagréments, car il n'y a pas d'ordonnance municipale à Kiowa autorisant le maire à fermer les cabarets ; mais encore elle négligeait complètement le commerce de la ville. En effet, fermiers et cultivateurs de toute la région ont littéralement fui la ville et se sont allés faire depuis leurs emplacements dans une ville rivale de la région où ils pouvaient en même temps aller au cabaret et renouveler leurs provisions de whisky.

La situation est devenue telle que la plupart des électeurs de Kiowa, hommes et femmes, ont envoyé récemment à Mme Paxton une adresse la mettant en demeure de résigner ses fonctions de maire. On dit que le mari de Mme Paxton lui ne avait signé l'un des premiers cet ultimatum. Cependant Mme Paxton a hésité pendant plusieurs semaines, ne pouvant pas expliquer, dit-on, pourquoi les hommes qui lui avaient si galamment donné leur suffrage, n'étaient pas aussi faciles à gouverner que l'étaient son mari dans son ménage !

Mais finalement, Mme Paxton, ayant découvert qu'elle ne pouvait plus compter sur l'appui des femmes des boutiques de la ville, ses bonnes amies qui l'avaient pourtant le plus encouragée à entreprendre sa campagne sur sa responsabilité accusée de démission, jurant, dit-on, de ne plus rechercher les honneurs et de se contenter à l'avenir, d'être maîtresse dans son ménage.

L'INSURRECTION AU TENNESSEE

On mande de Nashville que le gouverneur de l'État du Tennessee, M. Buchanan, a reçu des dépêches confirmant la nouvelle d'après laquelle les mineurs de la région de Briceville avaient défilé trois cents vingt-cinq employés aux mines et avaient les édifices dans lesquels ces forçats étaient détenus. Bien plus, un forçat négre a télégraphié de la petite ville de Clinton au gouverneur de l'État pour l'informer qu'il était dans cette ville avec 162 autres de ses anciens co-détenus et lui demandait ce qu'ils devaient faire ! Mais la plupart des autres forçats détenus par les mineurs n'ont pas eu les mêmes scrupules que ceux-ci et se sont enfuis au Kentucky.

D'autre part, une dépêche de Chattanooga annonce que le bruit court dans cette ville que non seulement les mineurs de Briceville, mais encore ceux de toutes les autres régions minières de l'État se sont entendus secrètement pour dériver tous les forçats employés aux mines. Afin d'obtenir d'un instant à l'autre la délivrance de centaines de forçats employés actuellement dans les mines d'Olive Springs, de Tracy City et de Imman. De cette façon la plupart des criminels du Tennessee se trouveront en liberté.

Les incidents de Briceville ont causé à plus vive émotion à Chattanooga, à Nashville et dans tout le Tennessee. On relate que cette délivrance en masse des plus dangereux criminels ne soit bientôt suivie de toute sorte de crimes. Pour ceux de Briceville il n'y a plus rien à dire, les mineurs n'ont rien remis tranquillement à l'ouvrage et n'ayant pas commis d'autres actes de désobéissance à l'égard des pouvoirs légitimes, les forçats et inconnus leurs baraquements, il n'y a pas à s'enorgueillir. Quand bien même on pourrait parvenir à découvrir les mineurs de l'insurrection, on ne pourrait pas, dit-on, trouver un jury pour les condamner, et, plus, en général, étant très sympathique aux mineurs et les approuvant, les encouragent même dans leur lutte contre la loi permettant de leur les forçats aux compagnies de mine.

Ce qu'il y a de certain, c'est que la situation est très grave, toutes les régions étant littéralement dans un état d'anarchie. Mais le public en fait retomber toute la responsabilité sur la législature, qui n'a ni voulu abolir la loi sur le travail des forçats ni prendre les mesures nécessaires pour prévenir les tentatives de désobéissance qui se produisent actuellement et qu'il était si facile de prévoir.

CHAT SAUVAGE.

Mon assortiment de Pardessus de Chat Sauvage est à présent prêt. Fourrure Naturelle. Faits chez nous. Façon garantie. Toutes les tailles.

R. J. DEVLIN.

Pharmacie Rideau.

Parfums Elegants. Remèdes Frais.

Prescriptions de médecins remplies avec le plus grand soin.

BELANGER & CIE.

COIN DES RUES RIDEAU ET NICHOLAS.

MALES!

McCarthy's. Toronto B. & M. Co's. Dominion. Carling's. Ont. B. & M. Co's.

Toutes en bonne condition.

EN GROS ET EN DÉTAIL CHEZ

R. A. STARRS & CIE.

61 & 63 Rue Clarence.

Richard Kirmitt et Martin P. Connolly

teneurs de livres de la société Larkin Connolly & Co, sont tous deux appelés comme témoins. M. Kirmitt ne répond pas à l'appel de son nom. Martin P. Connolly répond et dit qu'il est venu en obéissance au subpoena qui lui a été servi, mais il ne reviendra pas jeudi prochain, si on ne lui promet pas de lui payer son temps. Les \$15 qu'on lui a avancés suffisent à peine à lui payer ses frais de voyage et sa pension à Ottawa. Il dit qu'il n'est pas disposé à donner son temps pour rien à la cour de police, comme il l'a déjà fait, et qu'il ne se rendra pas à la cour de police, si on ne lui promet pas de lui payer son temps.

Le juge O'Grady dit au témoin, qu'il devra comparaitre. Si le comparant pas, il lancera un mandat pour son arrestation. Comme vous voudrez dit Martin Connolly, mais je veux que mon temps soit payé. La cour est ensuite ajournée.

RHEA

Mercr. 4 Novembre, aujourd'hui au Grand Opéra, la divine artiste Rhea, présentera sa nouvelle pièce : "La Czarina," dans laquelle, elle personnifiera Catherine Ire, impératrice de Russie, femme du plus remarquable empereur, Pierre le Grand.

Cette pièce mettra en relief le pouvoir extraordinaire de l'âme dramatique que possède Rhea ; elle permettra aussi à M. Williams Harris de jouer un rôle semblable à celui de Napoleon qu'il tenait l'an dernier, celui de Pierre le Grand. Rhea présentera une compagnie de premier ordre, composée d'acteurs et d'actrices capables de remplir à la perfection, les rôles qui leur sont dévolus. Les costumes et les décors dépassent tout ce qu'on a vu jusqu'à ce jour dans notre ville, ayant le cachet historique.

LES MEILLEURES PHOTOGRAPHIES!

L'Elite Photo Studio

117 RUE SPARKS.

Diplôme Accordé à l'Exposition Centrale Canadienne.

Une Dame parlant Français reçoit les visiteurs.

NEVILLE

97 RUE RIDEAU.

Ce Magasin de

VINS LIQUEURS

SI BIEN CONNU

Et Réouvert

Prix sans concurrence possible

NEVILLE & CO,

97 Rue Rideau.

HOTELIERS DE PASSAGE.

503 OCTAVES.

Brandy Bisquit Dubouche & Co.

Doit Arriver pour le 4 Novembre 1891.

